

très documenté, qui a pris une heure et demie du temps dont disposait la Chambre, cette question, cependant essentielle, a été traitée par le ministre des Finances hier soir, comme si elle n'existait pas.

Le premier ministre n'a jamais hésité à s'en attribuer le mérite quand les taux d'intérêt baissaient. En effet, au cours de la campagne électorale de 1958, à Halifax, le premier ministre a déclaré, le 24 mars 1958, ainsi que l'a publié le *Chronicle-Herald* de cette ville:

M. Diefenbaker a dit que son gouvernement avait renversé la politique d'argent cher des libéraux. Les taux d'intérêt seraient tombés de 4.3 p. 100 à 2.8 p. 100 à la suite de la mise à la disposition, de 300 millions de dollars, sous forme de prêts domiciliaires. Il y a eu plus de mises en chantier...

Et ainsi de suite, mais il s'en est attribué le crédit. Il l'a répété ailleurs. A Calgary, le 14 mars, comme le relève la *Tribune*, de Winnipeg, le premier ministre a affirmé que: «Les taux d'intérêt ont baissé rapidement à la suite des mesures prises par le gouvernement depuis juin dernier, ... soit d'un sommet de 4.33 à 2.89 p. 100, les dernières semaines.»

**L'hon. M. Pearson:** Ne serait-il pas utile de prendre quelque mesure maintenant?

**M. Benidickson:** Le chef de l'opposition demande, très à propos, «n'est-il pas temps de passer à l'action?» Le gouvernement ne peut-il nous donner au moins un aperçu de l'orientation générale de ses efforts et de sa ligne de conduite? J'ai signalé les mauvais effets des taux d'intérêt élevés quant à la question très importante de la prime que fait notre dollar. Je n'ai jamais obtenu du gouvernement de réponse satisfaisante pour expliquer que nous n'ayons jamais tenté d'obtenir la parité ou même la dévaluation du dollar, ce qui serait d'un grand secours pour nos exportations. On ne nous a jamais dit pourquoi le fonds d'égalisation avait englouti la somme sans précédent de 100 millions de dollars, au mois de mai cette année, afin d'empêcher effectivement le dollar de revenir au pair.

**L'hon. M. Fleming:** Ce n'est pas vrai!

**M. Benidickson:** C'est un fait. Un haut fonctionnaire anonyme du ministère des Finances ou de la Banque du Canada a déclaré aux journaux que c'est là une pratique courante. Il a dit effectivement: «Nous avions le vent droit debout.» Est-ce possible que ces personnes recourent à ce genre de tactique, c'est-à-dire puissent dépenser 100 millions de dollars du fonds des changes en un mois, sans l'approbation du gouvernement et sans que cette intervention soit conforme à la ligne de conduite du gouvernement? Je signale simplement à la Chambre que cette dépense de 100 millions de dollars en un mois

[M. Benidickson.]

correspond à la baisse considérable des réserves d'or des États-Unis, qui a semé tant d'inquiétude outre-frontière ces dernières semaines. Cette question, qui a tellement retenu l'attention dans tout le pays et notamment dans le milieu de la finance, le gouvernement n'en a pas tenu compte le moins dans ses déclarations. Hier encore, les journaux signalaient que les taux d'intérêt fléchissent aux États-Unis et que c'est par suite d'un acte délibéré d'un organisme de l'État, la Banque de réserve fédérale, que ce fléchissement se produit. Au Canada, nous ne savons pas quelle est la ligne de conduite. Tout ce que nous savons, c'est qu'au contraire les taux augmentent de façon inquiétante.

Alors qu'il faudrait faire bon nombre de recherches pour trouver, dans l'exposé d'hier soir, quelque chose qui permette de faire des compliments au ministre,—nous disons, dans le nord de l'Ontario, qu'il faut creuser bien longtemps dans le minerai pour trouver quelque chose qui brille,—je dois dire que certaines propositions du ministre qui tendent à stimuler la participation des Canadiens à l'épargne et aux placements dans les entreprises canadiennes, méritent des félicitations. Toutefois, ce qui importe,—je répète ce que j'ai dit au début,—ces aspects concernent l'avenir et ne se développent que très lentement. D'autre part, nous pouvons nous demander pourquoi on nous a présenté un budget si ce sont là les principales dispositions, parce qu'elle ne régleront certainement pas la crise actuelle, qui est due au chômage.

Je sais d'ailleurs, pour avoir passé à New-York une partie de l'automne, que certains discours prononcés par des fonctionnaires dans notre pays ont fortement alarmé certains bailleurs de fonds éventuels aux États-Unis. Partout où je me suis rendu, on m'a posé des questions au sujet de la politique du gouvernement. Somme toute, ces discours alarmants vous mèneraient à croire à une attitude quelque peu hostile à l'importation de capitaux étrangers.

**M. Bell (Carleton):** De quels discours le député veut-il parler?

**M. Benidickson:** Je parle des discours du premier ministre dans lesquels il a dit qu'il fallait mettre fin à ce genre de choses. Le *Herald-Tribune*, de New York, l'a publié. Je pense évidemment aussi aux déclarations du gouverneur de la Banque du Canada. Je tiens à dire que tout cela a été extrêmement alarmant. J'ai rencontré là-bas un groupe d'ex-Canadiens qui avaient affaire à des milieux financiers. Ils m'ont dit ce qu'ils pensaient au sujet des Américains qui souhaitent placer leur argent ici et que ces discours les avaient découragés. Il me semble qu'il n'y a qu'à demander au député de